



C. Sanger

**L**orsque le Premier ministre du Zimbabwe, Robert Mugabe déclare : « Nous sommes encore un pays en développement », oublie-t-il que celui-ci, la plus récente nation africaine à avoir acquis son indépendance, possède ce qui manque à ses voisins : une économie relativement bien développée fondée sur l'agriculture, l'industrie et l'extraction minière ? Ou bien fait-il allusion aux maux dont le pays souffre avec ces derniers : une injuste répartition des richesses et des ressources, un taux élevé de croissance démographique, la maladie et le chômage ?

Le nouveau gouvernement a donné la priorité à la redistribution et au repeuplement des terres de façon à apaiser de profonds griefs, redonner vie à l'économie paysanne et alléger le fardeau du chômage qui touche 14 p. 100 de la population. Le Zimbabwe s'est donné pour tâche d'établir en Afrique une société multiraciale harmonieuse. Réussira-t-il dans ce "projet pilote" ? L'avenir nous le dira. En attendant, le monde suit avec intérêt ses progrès dans cette voie.

Dans l'article et l'interview qui suivent, Clyde Sanger décrit quelques-uns des problèmes qu'affronte à présent le Zimbabwe et les plans qu'il dresse pour l'avenir.

Quand les princes et les journalistes quittèrent l'aéroport de Salisbury le soir du 19 avril, ils laissaient derrière eux un pays qui était officiellement indépendant mais, en fait, très vulnérable comme un être qui vient de voir le jour. Ils avaient applaudi à l'esprit de réconciliation qui se manifestait au Zimbabwe et fait l'éloge des discours pondérés du premier ministre Robert Mugabe, chef des maquis devenu

*Le pays possède les compétences et les ressources, mais il doit être reconstruit sur des bases nouvelles.*

## RECONSTRUIRE LE ZIMBABWÉ

par CLYDE SANGER

homme d'État. Ils repartaient par avion, le laissant aux problèmes de la reconstruction du pays.

La guerre de libération, qui a duré sept ans, a fait non seulement 27 000 morts, mais a dévasté des régions entières et transformé les villes (ou plutôt les localités africaines à leur périphérie) en camps de réfugiés surpeuplés. Plus d'un million des sept millions de Zimbabwéens ont été chassés de leurs maisons et sont devenus des réfugiés en Zambie et au Mozambique, ou des "réfugiés internes" regroupés dans des camps autour des villes, ou dans quelque 230 "villages protégés".

Cette dispersion massive de la population se traduit par des statistiques plutôt sombres. Les recettes de la vente des récoltes et du bétail des zones tribales sont tombées l'an dernier à tout juste plus de la moitié de ce qu'elles étaient en 1976. Environ 500 000 jeunes gens ont perdu deux ou trois années d'études. Les services de santé des régions rurales, qui dépendaient

souvent des missionnaires, se sont en partie effondrés. La pneumonie, le paludisme et la bilharziose sont répandus.

### REDISTRIBUTION DES TERRES

La redistribution des terres est une grande priorité, car l'un des griefs fondamentaux qui ont alimenté le mouvement nationaliste et entraîné la guerre était précisément l'iniquité dans l'accession à la propriété foncière.

En vertu du Land Tenure Act de 1969 (qui a remplacé le Land Apportionment Act de 1930), pas moins de 47 p. 100 de toutes les terres étaient réservées "à tout jamais" aux Blancs. Pourtant, il n'y a jamais eu plus de 6 600 agriculteurs

blancs, qui possédaient en moyenne 2 200 hectares chacun. À l'opposé, plus de quatre millions d'Africains ont subsisté dans les zones tribales où la dimension moyenne des terres des 675 000 cultivateurs est de moins de quatre hectares. Le Land Tenure Act a été modifié en 1977 afin de permettre à des gens de toute race d'acheter des "terres appartenant à des Européens", mais très peu d'Africains ont été jusqu'à maintenant en mesure de le faire.

Le nouveau gouvernement doit réduire ces tensions sans nuire à la productivité des régions agricoles des Blancs (maintenant appelées "terres ouvertes"). Car, comme les dirigeants de la Commercial Farmers Union (CFU) s'empressent de le souligner, plus des quatre cinquièmes de la production commercialisable du pays — c'est-à-dire des revenus de 385 millions \$Z (un \$ zimbabwéen vaut environ 1,5 \$ us) en 1975 — viennent de ces "terres ouvertes" où travaillent quelque 330 000 ouvriers agricoles, ou 38 p. 100 de tous les salariés africains au Zimbabwe.

D'autre part, bien que la production de maïs et de blé ait baissé récemment à cause de la guerre et d'une sécheresse, le pays subvient à ses besoins alimentaires et peut même espérer gagner des sommes considérables en devises étrangères en exportant dans les pays voisins. La politique d'autarcie pratiquée par les Blancs de Rhodésie face aux sanctions économiques après la déclaration unilatérale d'indépendance, a amené une diversification heureuse de l'agriculture allant de la culture du tabac à l'expansion des cultures céréalières (blé et soja, en particulier), ainsi qu'à l'accroissement du cheptel — et à la culture des fruits et des légumes, en plus de la production de thé et de café. Personne ne veut voir s'effondrer ces piliers de l'économie.

De vastes zones des anciennes terres "européennes" sont présentement vacantes ou grandement sous-utilisées. Il y a même des fermes vides dans cette région de 1,4 million d'hectares qu'on appelait les zones d'achat permises aux Africains (maintenant aussi converties en "terres ouvertes"), où quelque 8 500 cultivateurs noirs réussissent à obtenir des rendements au moins deux fois plus élevés que ceux des zones tribales, mais atteignant seulement le quart de ceux des fermes des Blancs. Beaucoup peuvent donc espérer se tailler une place dans l'agriculture commerciale.

Le plan d'aménagement rural, publié sous le gouvernement transitoire Smith-Muzorewa de 1978-1979, a proposé la redistribution de quatre millions d'hectares de cultures sèches, au coût total de 110 millions \$Z. Cela nécessiterait le déplacement de 870 fermes commerciales et de 90 000 ouvriers avec leur famille, mais permettrait selon le revenu agricole visé — s'il est de 2000 \$Z ou de 800 \$Z par an —, l'établissement de 10 000 à 22 000 fermiers assurant la subsistance de 260 000 personnes.

Les exploitants commerciaux et les promoteurs du plan de 1979 placent toutefois de plus grands espoirs dans les cultures irriguées des régions du bas Veld, près des rivières Sabi et Lundi qui se jettent dans le Limpopo. La culture irriguée a été entreprise pour la première fois il y a environ 25 ans dans des plantations de canne à sucre et de citronniers sur les domaines d'Hippo Valley et de Triangle. À l'heure actuelle, 20 p. 100 des terres de culture sur les fermes des Blancs sont irriguées. Les nouveaux programmes d'irrigation projetés le long de la Sabi et de la région de Rutenga touchent 120 000 hectares et pourraient créer environ 150 000 emplois.

M. Eddison Zvobgo, ministre de l'Administration locale et du Logement établit bien clairement que le parti ZANU, qui est au pouvoir, envisage la redistribution comme la création de coopératives et de fermes collectives (voir l'entrevue page 27). Le ministre de l'Agriculture, M. Denis Norman, qui était président de l'Union des fermiers commerciaux, se prononcera probable-

ment pour un mélange des deux.

Même si les terres qui doivent être exploitées soulèvent encore de grands problèmes, le Zimbabwe a les ressources — à la fois en terres et en eau pour corriger les disparités et prospérer. Il lui faut dans l'immédiat financer des projets aussi importants que le barrage de Kondo (100 millions \$Z) sur la Sabi, et l'intensification des programmes de formation à l'intention des agriculteurs africains. Plusieurs ont été mis sur pied. L'Association des producteurs de tabac du Zimbabwe a, pour sa part, pris l'initiative d'organiser un programme de formation (56 Africains formés cette année, 150 l'année prochaine) où les élèves passent une année sur une ferme commerciale près de Salisbury et une autre année sur une terre louée avant de s'installer sur leurs propres fermes.

Il y a aussi un énorme travail à faire pour améliorer les normes de santé dans les régions rurales. L'ancien gouvernement laissait aux missions le soin de fournir les deux tiers de tous les lits d'hôpitaux dans ces régions et, en 1977, par exemple, il n'a accordé que

---

### *Le Zimbabwe ambitionne de faire revivre la gloire de l'ancienne métropole africaine dont il a emprunté le nom.*

---

neuf pour cent du budget de la santé aux autorités régionales, aux missions et aux organismes de bienfaisance. En 1978, au moins la moitié des hôpitaux des missions furent contraints de fermer à cause de la guerre, à un moment où la maladie et la malnutrition augmentaient d'une façon catastrophique. Pour aider à remettre sur pied quelques-uns de ces hôpitaux, Oxfam-UK a pris l'initiative, nouvelle pour eux, de recruter une douzaine de médecins d'autres pays. Les missions elles-mêmes déploieront des efforts extraordinaires pour rouvrir les cliniques fermées au cours de la guerre et les doter du personnel nécessaire.

---

#### SOINS MÉDICAUX

---

Dans le nouveau cabinet, le ministre de la Santé, M. Herbert Ushewokunze, et le ministre des Terres et de la Redistribution, M. Sydney Sekeramayi, ont tous deux comme médecins dirigé des équipes sur le terrain au Mozambique. Ils apportent donc à l'élaboration de la politique de santé une vue nouvelle acquise dans des circonstances particulières. Si l'on ajoute à cela

l'expérience rhodésienne dans l'établissement d'équipes d'auxiliaires médicaux, on peut prévoir à coup sûr une ferme orientation vers l'implantation de services médicaux ruraux et de la médecine préventive. Le sous-ministre des Finances, le Dr Oliver Munyaradzi, l'a déclaré lui-même au moment de l'Indépendance. Il m'a fait observer que dans le présent budget de la santé, la médecine curative reçoit quatre fois plus que la médecine préventive, et qu'il voudrait inverser ces proportions.

Deux problèmes particuliers se posent au Zimbabwe en ce domaine. Un grand nombre de personnes sont estropiées ou invalides à la suite de blessures de guerre. Selon M. Eddison Zvobgo, le ZANU a laissé la plupart des grands blessés au Mozambique jusqu'à l'Indépendance, afin de calmer les esprits à ce moment particulièrement tendu. Soigner ces mutilés et les rééduquer représente une tâche énorme.

Et il y a le problème de la croissance démographique dont le taux atteint 3,6 p. 100 par an. Comment assurer la subsistance de toute cette population? Un homme que j'ai rencontré dans un camp de réfugiés du comté de Harare avait deux femmes et huit enfants et toutes ces personnes vivaient dans les deux pièces, d'environ deux mètres carrés chacune, d'une case faite de feuilles de plastique. Le seul revenu de la famille était le profit qu'un fils de 13 ans retirait de la revente de cigarettes. Lorsque cette famille retournera vivre à la campagne, sans doute ses moyens d'existence s'amélioreront-ils, mais il faudra que les huit enfants, qui au camp habitaient près de l'hôpital de Harare, puissent avoir des services à proximité de leur nouvelle habitation. Multipliez cet exemple par cent mille et vous aurez une idée de l'envergure du problème. Les priorités du Dr Munyaradzi sont donc judicieuses.

Dans cette perspective, les travaux du Dr Peter Morgan devraient être d'une grande utilité. Le Dr Morgan est un jeune biologiste venu en premier lieu en Rhodésie pour étudier les escargots, vecteurs de la schistosomiase. Mais après être parvenu à assurer un approvisionnement en eau potable dans les "villages protégés" où il avait été affecté, il s'est appliqué à inventer des moyens peu onéreux de pomper et de purifier l'eau. Il a également mis au point une latrine ventilée, dont des dizaines de milliers d'exemplaires sont maintenant utilisées dans tout le Zimbabwe.

Le pays possède donc des personnes pleines de ressources qui peuvent trouver des solutions aux nouveaux problèmes. Si cet esprit de débrouillardise et la richesse naturelle du pays peuvent être exploités, le Zimbabwe pourra vraiment ressusciter la gloire associée à son nom, celui d'une ancienne et prospère métropole des montagnes près de Fort Victoria. □

---

*Clyde Sanger, journaliste canadien spécialisé dans les questions de développement, a visité le Zimbabwe en avril 1980.*